considérée comme une offense distincte et séparée pour tout et chaque jour comme susdit.

Le PRIX COURANT, qui a toujours combattu pour l'adoption de cette mesure, félicite cordialement les commis de leur succès. Mais il doit ajouter à ses félicitations un conseil : celui de ne pas s'endormir sur ses lauriers.

On sait que nos conseillers municipaux ne se font aucun scrupule de reconsidérer un vote, d'annuler aujourd'hui une résolution adoptée la veille. L'approche des élections et les résolutions énergiques prises par les commis au sujet de ces élections, ont été probablement pour beaucoup dans la décision des échevins. Les élections faites, il est fort possible que l'on tente d'obtenir une reconsidération de ce règlement. Il est donc urgent que les commis veillent pour conserver le fruit de leur victoire et qu'ils prennent les moyens d'en assurer la permanence.

Dans ce but, on a suggéré de faire sanctionner ce règlement par la législature, en l'incorporant dans un bill privé. C'est une excellente idée qui aurait pour résultat de rendre nécessaire une nouvelle intervention de la législature pour abroger le règlement.

LA LOI AUGÉ

Maintenant que la législature est en session, il est temps que tous les intérêts lésés par la loi Augé s'organisent et se préparent à demander avec instance que cette loi soit amendée de manière à ne pas arrêter complètement, comme elle l'a fait jusqu'ici, et les ventes de propriétés et la construction.

Le gouvernement, dont les recettes, provenant des mutations d'immeubles, ont été grandement réduites par l'effet reflexe de la loi, devrait, ce nous semble, être intéressé à remettre les choses dans l'ordre.

Protégeons l'ouvrier, c'est bien, mais pour protéger l'ouvrier, faut-il spolier le propriétaire et frustrer tous les autres créanciers antérieurs en date ?

Protégeons le fournisseur des matériaux ; mais pas aux dépens de celui qui a fourni le fond sur lequel reposent ces matériaux.

Et, surtout, que les privilèges accordés aux ouvriers, aux fournisseurs de matériaux, soient apparents, de manière qu'ils puissent être constatés et qu'ils ne prennent personne par surprise.

Donc il faut modifier la loi de façon à ce que :

1o Le bailleur de fond conserve sa priorité d'hypothèque.

2o Le prêteur pendant la construction puisse s'assurer que son gage n'est pas déjà couvert de privilèges occultes.

Il suffit pour cela de deux petites clauses, l'une expliquant que le privilège de l'ouvrier et du fournisseur ne viendra qu'après celui du vendeur du terrain ; et l'autre exigeant l'enregistrement moyennant 25c, de tout privilège d'ouvrier et de fournisseur dès qu'on veut en réclamer le bénéfice, c'est-à-dire pendant la construction et dès que la créance de l'ouvrier et du fournisseur est échue.

Enfin, pour la sécurité de tous, il faut déclarer dans la loi que la durée de deux ans après l'achèvement des travaux, stipulée en faveur du privilège de l'ouvrier, comptera à partir du moment où le propriétaire aura pris possession des dits travaux, quand même il resterait quelques détails à terminer.

LE COLPORTAGE

Nos amis MM. les marchands de la campagne semblent mettre moins d'activité que l'année dernière à faire signer les requêtes que nous leur avons fait parvenir, pour obtenir des amendements à la loi sur le colportage. Au cas où ils ne se rendraient pas bien compte de la nécessité de ces amendements, nous les prions de relire ce que nous en disions dans notre numéro du 23 mars dernier et que nous reproduisons pour leur rafraîchir la mémoire.

Un examen attentif de la législation actuelle sur le colportage, telle que nous l'avons pour ainsi dire codifiée dans notre dernier numéro fait ressortir deux choses : d'abord que les dispositions concernant les licences du Revenu Provincial sont assez rigoureuses pour satisfaire les adversaires les plus acharnés du colportage ; ensuite que, si les pouvoirs des municipalités ont été largement augmentés, la procédure pour faire exécuter leurs règlements, en ce qui concerne les colporteurs, est trop compliquée ; les délais sont trop longs pour que la répression des contraventions soit efficace.

Il y a aussi matière à confusion quant au montant de la licence qu'une municipalité locale peut imposer. L'article 582 du Code Municipal limite ce montant à un maximum de \$20 ; l'article 582a permet bien d'imposer aux commerçants non-résidents, et par conséquent aux colporteurs, une licence plus élevée qu'à ceux qui ont leur résidence dans la municipalité, mais il n'élève le maximum que pour les charretiers ou rouliers publics.

Maintenant, si l'on rapproche de ces articles l'article 927b de la loi des licences, que nous avons publié à la suite, on voit que l'intention du législateur a bien été de permettre aux municipalités d'imposer une licence de plus de cinquante piastres aux colporteurs ; mais comme il n'y est faite aucune référence à l'article 582 du Code Municipal, le juge de paix ou autre magistrat ayant à juger un cas de contravention à un règlement imposant une licence de plus de \$20, pourrait se demander si ce n'est pas l'article 582 qui fait loi, seul, dans la matière et si le règlement n'est pas illégal.

Ces considérations nous amènent à la conclusion que, pour rendre absolument efficace la législation actuelle, il faudrait faire concorder l'article 582 du Code Municipal avec l'article 927b de la loi des licences, en amendant le 5ème paragraphe du premier article de manière à ce qu'il se lise comme suit :

“ Le prix fixé pour l'octroi de la licence, en vertu de cet article, doit être proportionné à l'étendue du commerce, de l'industrie ou du négoce de chaque personne tenue de prendre licence et déterminé par le conseil à sa discrétion, pourvu que ce prix n'excède pas vingt piastres, pour les résidents dans le cas du paragraphe 1 et douze piastres dans le cas du paragraphe 2.”

Pour simplifier la procédure et lui donner l'efficacité voulue, il faudrait aussi faire ajouter au Code Municipal, comme article 582b l'article suivant :

“ 582b. Pour ce qui concerne tout règlement concernant l'octroi des licences aux colporteurs, la procédure à suivre en cas de contravention et les pénalités à infliger seront celles décrétées par les articles 993, 994 et 995 des Statuts Refondus de Québec, tels qu'amendés par le statut 58 Vic. chap. 14, section 13, 14 et 15.”

2. La moitié de l'amende imposée appartiendra à l'officier qui aura fait l'arrestation du contrevenant.

Mais en attendant ces amendements qui ne pourront être faits qu'à la prochaine session de la législature provinciale, nous conseillons à tous les marchands qui ont à souffrir de la concurrence ruineuse des colporteurs, d'agir de concert auprès des conseils municipaux de leurs localités respectives, pour en obtenir l'adoption d'un règlement basé sur la loi actuelle.

La plus grande difficulté sera de faire payer l'amende, le Code Municipal ne donnant le droit